

Coordination d'ONG et Associations environnementales indépendantes

L3E/FFNE – 15 avenue de Ségur – 75007 - Paris

Courrier adressé
à l'attention de

- François Bayrou
- José Bové (s.r.)
- Olivier Besancenot
- Marie George Buffet
- Philippe De Villiers
- Arlette Laguiller
- Jean-Marie Le Pen
- François Nihous
- Nicolas Sarkozy
- Gérard Schivardi
- Ségolène Royal
- Dominique Voynet

Paris, lundi 19 mars 2007

Nombre de citoyens acquis à la cause d'une écologie réaliste sont un peu déçus que les initiatives médiatiques récentes, louables a priori, aient eu en définitive pour conséquence de vider le débat politique d'une part de son contenu écologique au lieu de l'y encourager.

C'est d'autant plus dommage que les propositions avancées reprennent des objectifs sur lesquels certains d'entre nous se battent depuis des années et qu'ils avaient réussi à faire partiellement entrer dans les programmes des partis, comme par exemple l'écologisation progressive de la fiscalité générale.

Il existe certes des liens symboliques traditionnels forts entre l'écologie et certains thèmes écologiques qui continuent de faire débat, s'agissant par exemple des questions légitimes relatives à l'énergie nucléaire ou aux OGM

Mais bien des citoyens souhaitent conserver une liberté de conscience et de débat sur ces questions et ne pas occulter la question essentielle du climat, de l'énergie, de l'eau, des ressources et de la biodiversité en l'annexant à des questions qui sont l'emblème de mouvements et organisations qui voudraient parfois aujourd'hui édicter une sorte de nouvelle loi morale dont ils seraient les rédacteurs.

En clair, une très large majorité des citoyens souhaitent, des candidats quelque soit leur préférence écologique ou environnementale partisane, qu'une fois élus, ils engagent une politique écologique réaliste, tangible, sans se contenter de discours, par la mise en œuvre concrète de politiques d'économie d'énergie et de lutte contre la dérive climatique, ne disqualifiant pas le développement de la France et de l'Europe et s'intégrant dans nos engagements extérieurs européens et mondiaux.

Or, le Président de la République élu devra engager très rapidement notre pays au sein de la communauté européenne d'ores et déjà saisie des grandes questions de l'énergie, du climat,

de la biodiversité et de la durabilité de son développement et dont le Parlement devra prochainement ratifier les propositions de la Commission européenne. Le Président, accompagné des représentants qualifiés de son gouvernement, devra également prendre rapidement position sur les négociations dites « post 2012 » dans la perspective du prochain « round écologique » de la planète dont la préparation commence à la conférence de Bali prochainement.

Nous souhaitons donc que vos propositions et positions sur ces questions ne soient pas amalgamées avec d'autres considérations, car, finalement, comme cela peut se constater, cet amalgame noie le feu d'un utile débat et contribue à ne pas éclairer les priorités des candidats entre les différentes urgences.

Aussi différents réseaux, dans le respect de leur diversité, ont pensé utile de revenir vers les candidats avec des questions, parfois techniques, qu'ils jugent essentielles compte tenu de la réalité de l'agenda politique du pays.

Les réseaux signataires de ces questions représentent d'ores et déjà plus de 100 000 affiliés. Chaque réseau publiera vos réponses et chacun se réserve le droit de les commenter, voire de les soumettre à des personnalités indépendantes non candidates.

Les signataires sont coordonnés par la Ligue Européenne pour l'Ecologie et l'Environnement, dont le point focal en France est le Fonds Français pour la Nature et l'Environnement et comprennent d'ores et déjà : La L3E (Christine Archambault), France Ecologie (Isabelle Jacono et Dominique Julien-Labruyère), le Réseau France-Europe-Planète Bleue (Patrice Hernu), Ecologie Bleue (représentée par Pierre-Gilles Tronconi), Energie Intelligence (Antoine-Tristan Mocilnikar), le Fonds Méditerranéen pour la Culture et l'Environnement (Frédéric Bard), Terra Nostra (Michel Ciardi), Mobilité Durable, Ecologie et Valeurs. D'autres associations ou ONG ont proposé ces questions à leur conseil et les diffuseront par leur propre canal. Les candidats en seront informés au fur et à mesure ainsi que l'ensemble des organisations concernées.

Questions aux candidats à l'élection présidentielle

Un « prix juste, équitable, équilibre et si possible universel du carbone » constitue la priorité de toute politique locale, nationale, régionale (européenne) et internationale pour :

- la lutte contre le risque de dérive climatique ;
- la protection de la biodiversité liée en première analyse à l'utilisation préférentielle du carbone vivant ;
- et le maintien d'un développement économique et social indépendant et sobre en énergies non durables (habitat, transport, consommation énergétique primaire).

D'où ces 7 questions.

I. Niveau de la priorité écologique

A quel niveau placez-vous la priorité énoncée ?

II – Taxe versus quota ou quelle fiscalité européenne incitative commune ?

Comme l'Union Européenne dans les années 90, de nombreux économistes, tel Joseph Stiglitz, semblent assez favorables, en principe, à une taxe sur le carbone (de type Pigou) pour converger vers un "vrai prix du carbone". Or, pour des raisons historiques sur lesquelles il est difficile de revenir, l'Europe, suite notamment au protocole de Kyoto, est très engagée dans un système de quota, l'UE-ETS, pour les gros contributeurs. Ce système pose certes de nombreux problèmes. Pensez-vous qu'il est réellement possible de concilier des taxes pour les secteurs hors UE-ETS et un système de marché de permis, ceci "durablement", c'est à dire y compris en vue des accords post 2012 ? Quel sera votre position dans l'élaboration de la position européenne dans le concert des nations ?

III- Europe – USA - Asie : quel avenir commun ou comment rapprocher utilement les points de vue pour un accord multilatéral ?

Pour ce qui concerne la stratégie européenne en vue des négociations post 2012, quelles recommandations, voire exigences, formulerez-vous qui seraient de nature à contribuer au rapprochement des points de vue des tenants des accords Asie-Pacifique-USA et des tenants du protocole de Kyoto tout en préservant les intérêts géostratégiques de la France et de l'Europe ?

IV- Quel objectif premier pour l'Europe ou quelle stratégie énergétique commune pour l'Europe ?

L'Europe (et la France) doit-elle s'imposer à elle-même comme objectif premier d'augmenter la part des énergies actuellement comptabilisées comme renouvelables

ou de minimiser la contribution globale nette aux émissions de carbone (question de l'hydraulique, de l'EPR, des biocarburants et des économies d'énergie) ?

V- Europe : exemplarité ou dissuasion ou comment avancer sans être isolé ?

Entre les partisans du « L'Europe doit montrer l'exemple » et ceux du « L'Europe ne peut pas faire payer à son économie la facture d'un effort de lutte contre les GES qui, faute d'être suivi par tous, serait effectué en pure perte », l'Europe a choisi une stratégie mixte. Qu'en pensez-vous ? Faut-il réformer les règles de l'OMC pour autoriser une compensation des efforts plus importants demandés sur un marché plus ambitieux tel que l'UE-ETS ? Faut-il revenir à terme vers un système de taxe intérieure européenne carbone qui, elle, peut être compensée au regard des règlements de l'OMC ? La taxe extérieure carbone vous paraît-elle constituer un élément dissuasif à retenir, à étudier voire à imposer ? L'Europe a-t-elle les moyens d'imposer à la communauté internationale des efforts supplémentaires dans la lutte contre la dérive climatique et comment ?

VI- Ecologisation de la fiscalité ? Comment, à quel niveau et à quel rythme baisser concurremment les charges pesant sur le facteur travail ?

Nos réseaux se sont prononcés depuis longtemps pour l'écologisation générale de la fiscalité de préférence à une multiplication des taxes environnementales parafiscales. Une solution peut consister à instaurer un système de taxe sur le carbone ajouté comparable au système de la TVA auquel il se substituerait en partie, c'est-à-dire sans création de ressources fiscales supplémentaires. Cette proposition a été très partiellement reprise par certains, parfois combinée avec une taxe sur l'énergie. Quel est votre point de vue sur l'écologisation de la fiscalité, ses outils privilégiés, la vitesse à laquelle il sera possible de procéder à des réformes fiscales allant en ce sens et sur l'articulation d'un tel dispositif avec l'harmonisation européenne et son intégration dans le dispositif de lutte contre la dérive climatique ?

VII- Gouvernance et vraies priorités ou quelle intendance pour soutenir les politiques nouvelles ?

Avez-vous d'autres priorités écologiques absolues, c'est-à-dire supérieures à celles évoquées ci-dessus, qui correspondent au domaine d'engagement du Président de la République tant dans l'animation de son gouvernement que dans la représentation de la France au plus haut niveau de l'Europe et des Institutions internationales ? En termes de gouvernance, certaines réformes de l'Etat ou de la géométrie ministérielle vous paraissent-elles nécessaires à la mise en place des « priorités écologiques absolues » de votre future politique ?